

LA RÉALITÉ A-T-ELLE REJOINT LA FICTION ?

Le Coup d'État de 2012



Une fiction, rédigée en 1992 à la demande de Colin Powell, circule aujourd'hui parmi les officiers de l'armée des États-Unis. Elle décrit un coup d'État militaire en 2012, après que les forces armées se soient substituées au pouvoir civil pour l'aide social et médicale, l'éducation, les transports ; et que le commandement ait été unifié pour assurer la « défense de la patrie ». Douze ans après sa publication, ce scénario est en grande partie réalisé par les néo-conservateurs : quatre commandements centraux ont été confiés au seul général Eberhart qui a développé des programmes de surveillance et de fichage des citoyens. Il ne manque qu'une ultime catastrophe avant le coup d'État redouté.

page 2

Illustrations d'un changement de régime

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Andrew J. Bacevich s'interroge sur la guerre au terrorisme qui ne requiert aucun sacrifice des États-Unis. Elle modifie pourtant profondément la société en suspendant les libertés. Ainsi, Michael Newdow dénonce les atteintes à la liberté de conscience et Me Gerald Shargel proteste contre l'inculpation d'une avocate poursuivie pour avoir défendu un prétendu terroriste. De son côté, Herbert E. Meyer plaide pour une reprise en main de la CIA par les faucons.

page 10

REPÈRE : 21 JUIN 1964

Quand la police livrait des militants au Klu Klux Klan

En avril 1964, sur les campus du nord des États-Unis, la Coalition pour les Droits Civiques lance une campagne nationale pour aider les électeurs noirs du Mississippi (« l'État le plus totalitaire de notre pays » selon Martin Luther King) à s'inscrire sur les registres électoraux comme la loi le leur permet désormais. Des centaines de jeunes volontaires s'embarquent vers le Sud, pour le Mississippi... Le 21 juin 1964, à Philadelphia, les *Freedom Riders* Michael Schwerner, Andrew Goodman et James Chaney, deux adolescents blancs et un noir, sont arrêtés par la police de Neshoba prétendument pour excès de vitesse. On ne les reverra plus vivants. Le shérif prétend les avoir libérés le soir même, mais des témoins révèlent, par la suite, qu'ils ont, en fait, été remis à un groupe du Klu Klux Klan, venu les récupérer à la prison. On retrouvera leurs corps un mois plus tard, torturés et criblés de balles. En 1988, Alan Parker racontera leur histoire dans un film, *Mississippi Burning*. ■



LE VRAI BILAN HUMAIN EN IRAK

Les démographes évaluent l'ampleur d'une tragédie humaine en mesurant l'excès de mortalité par rapport à la même population dans une situation stable. Les femmes sont les premières victimes des guerres, des embargos et des occupations. Concernant l'Irak, l'UNICEF a établi que le taux de mortalité des moins de cinq ans (131 décès pour 1000 naissances vivantes) est aujourd'hui « deux fois et demie supérieur à son niveau d'il y a dix ans ». Or, l'Irak a connu son taux le plus bas à la veille de la guerre du Golfe, en 1990, avec 40 décès pour 1000 naissances vivantes, c'était alors l'un des plus bas au monde. Il en résulte que, l'excès de mortalité calculé à partir de ces chiffres s'élève à 1,5 million pour la période 1991-2004. En 1998, Denis Halliday, coordinateur de l'aide humanitaire en Irak pour les Nations Unies, avait démissionné de ses fonctions en affirmant que l'embargo qu'on lui demandait de faire appliquer « [correspondait] à la définition du génocide ». ■

La réalité a-t-elle rejoint la fiction ?

Le Coup d'État de 2012

Une fiction, rédigée en 1992 à la demande de Colin Powell, circule aujourd'hui parmi les officiers de l'armée des États-Unis. Elle décrit un coup d'État militaire en 2012, après que les forces armées se soient substituées au pouvoir civil pour l'aide social et médicale, l'éducation, les transports ; et que le commandement ait été unifié pour assurer la « défense de la patrie ». Douze ans après sa publication, ce scénario est en grande partie réalisé par les néo-conservateurs : quatre commandements centraux ont été confiés au seul général Eberhart qui a développé des programmes de surveillance et de fichage des citoyens. Il ne manque qu'une ultime catastrophe avant le coup d'État redouté.



En 1991, le triomphe de l'armée des États-Unis lors de l'opération Tempête du désert n'est pas seulement une victoire facile sur l'Irak, il marque aussi le début d'une époque. Le Pentagone n'a plus d'adversaire à sa mesure. Ce qui reste de l'Armée rouge semble avoir accepté son leadership pour l'installation d'un Nouvel ordre mondial. Cette nouvelle donne offre des perspectives sans limites. De sorte que certains officiers envisagent de se mêler de politique.

C'est dans ce contexte que *Parameters*, la revue des cadres de l'École de guerre décide, avec l'évidente approbation du Chef d'état-major interarmes Colin L. Powell, d'ouvrir un débat sur le rôle de l'armée dans la société. La revue, jusque-là exclusivement réservée à des articles d'étude, édite à l'hiver 92 une fiction d'un officier de l'US Air Force, Charles J. Dunlap, Jr. Il y décrit le régime états-



Charles Dunlap

unien de 2012, dirigé par le général Brutus au terme d'un coup d'État militaire. L'auteur n'est pas un écrivain de science-fiction, et il n'est nullement question, dans son texte, de voitures volantes, de voyages interstellaires, ni de contrôle des individus à la manière de George Orwell dans *1984*. Le document se présente comme une lettre d'un officier supérieur, diplômé du War College, et emprisonné

sous le régime dictatorial de Brutus. S'interrogeant sur « *les origines du [vrai-faux] coup d'État militaire états-unien de 2012* », ce gradé affirme que la dérive fasciste des États-Unis était déjà en germe au début des années 1990, et que des avertissements clairs existaient : « *c'est incroyable ; en regardant mes vieilles [coupures de presse et mes notes du War College] j'ai réalisé que nous aurions dû voir cela arriver* ». Caché derrière son personnage venu du futur, Charles J. Dunlap, Jr. dresse un réquisitoire de la dérive militariste des États-Unis à la fin du mandat de George H. W. Bush qui, selon lui, pourrait mener à l'instauration d'une dictature. Le tout précédé d'une introduction visant à ménager les susceptibilités au Pentagone : « *il va sans dire (j'espère) que le scénario de coup d'État décrit plus bas est un pur procédé littéraire visant à exacerber mon inquiétude au sujet de certains développements actuels affectant les forces armées, et n'est clairement pas une prédiction* ».

Cette fiction, qui eut un grand retentissement lors de sa publication, est redevenue, au cours des derniers mois, le sujet de toutes les conversations dans les mess d'officiers. Non sans raisons.

2012 : le général Brutus prend le pouvoir

Comme dans la plupart des coups d'État, tout se déclenche à la mort prématurée du Président des États-Unis en exercice, en 2012. Profitant de la confusion, le général Thomas E.T. Brutus « *persuade* » le vice-président de ne pas prêter serment, ce qui empêche légalement celui-ci d'assurer l'intérim. Dans cet « *imbroglio constitutionnel* », Brutus parvient à convaincre tout le monde de sa légitimité à devenir « *Commandant en chef des forces armées unifiées* » afin de combler la « *vacance du pouvoir* ». Ceci étant accompli, le général proclame la loi martiale, « *retarde* » les élections, parvient à obtenir le « *retrait* » du vice-président et établit ses quartiers à la Maison-Blanche. Le Congrès avale le processus, et les opposants, dont le rédacteur du texte, sont arrêtés. Le « *vrai-faux* » auteur de ces lignes, emprisonné, consigne son analyse de cet épisode afin « *de coucher par écrit la vérité avant qu'ils ne réécrivent l'Histoire* ». « *Les gens doivent comprendre que les forces armées existent pour soutenir et défendre le gouvernement, et non pas pour être le gouvernement* ».

Dans sa lettre adressée à un ancien frère d'armes, l'auteur fait remonter les origines du mal à 1992 (c'est-à-dire à la date de publication de la fiction). À cette époque, écrit-il, la situation du pays empêchait l'opinion publique de s'intéresser à la militarisation progressive du régime de Washington. En effet, « *l'économie était au plus mal, la criminalité augmentait, les écoles se détérioraient, la consommation de drogues était en hausse (...) et les scandales politiques survenaient presque quotidiennement* ». Pourtant, il existait des

bonnes nouvelles : « *la fin de la Guerre froide ainsi que la récente victoire des États-Unis contre l'Irak* ».

S'il met en cause un contexte particulièrement déliquescents, l'auteur n'oublie pas que la menace d'un coup d'État militaire n'est pas née à la fin du XXe siècle. Aussi rappelle-t-il que, dans sa lettre d'adieu du 19 septembre 1796, le président George Washington affirmait déjà que « *des centres militaires surdéveloppés (...) quel que soit la nature du gouvernement, sont de mauvaise augure et (...) doivent être considérés comme particulièrement hostiles à la liberté républicaine* ». Mais la menace était minime tant que le pouvoir politique avait la confiance des gouvernés. Celui-ci pouvait en effet légitimement s'ériger en contre-pouvoir face à l'armée. Le déclin de cette confiance à partir des années 1970, accompagné de la montée du sentiment que le pays n'était pas « *sur les bons rails* » a fragilisé le système de pouvoir / contre-pouvoirs (*checks and balances*). Et facilité la montée en puissance des militaires.

L'armée à la rescousse de la « sécurité nationale »

C'est dans ce contexte de « crise de la démocratie », caractérisée par une abstention toujours croissante des électeurs, que l'armée a peu à peu incarné une alternative crédible au gouvernement dont la cote de confiance s'effondrait chaque jour un peu plus. À partir des années 1980, l'armée s'est vue confiée une variété de nouvelles tâches qui incombait traditionnellement au pouvoir civil, au point d'intégrer le pouvoir militaire dans le processus politique de décision.

La séparation du pouvoir militaire et du pouvoir civil était pourtant jusqu'ici garantie par les institutions états-uniennes. Le *Posse Comitatus Act* de 1878, qui prévoyait la mise à l'écart des troupes fédérales dans les opérations de maintien de l'ordre dans les États sudistes, à la fin de la guerre de Sécession, était l'un des textes essentiels de cette séparation. Le texte prévoyait même des sanctions pénales en cas d'usage improprie de l'armée dans les affaires domestiques de maintien de l'ordre. Une doctrine confirmée par l'arrêt de la Cour Suprême de 1972, dans l'affaire *Laird vs. Tatum* : la plus haute institution du pays y réaffirmait que les États-Uniens ont « *une résistance traditionnelle et forte à toute intrusion des militaires dans les affaires civiles* ».

Dès les années 1980, le Congrès accepta cependant d'utiliser le recours à la notion de « défense nationale » pour augmenter la participation des militaires dans un domaine exclusivement dévolu au pouvoir civil : l'application de la loi. Il s'agissait d'associer l'US Army à la lutte contre la drogue, l'usage de stupéfiants étant défini par le Congrès comme « *une grave menace sur tous les Américains* ». En conséquence, l'assemblée élue élaborait le *Military Cooperation with Civilian Law Enforcement Agencies Act*, qui prévoit la participation de l'armée à des opérations de police. L'US Navy réalisa des opérations de surveillance des eaux territoriales dans les Caraïbes, tandis que les Gardes nationaux cherchaient les caches de marijuana le long des frontières [1].

Le début des années 1990 marqua le réel avènement de cette doctrine, qui devint populaire dans certains médias conservateurs. L'éditorialiste James Fallows fut l'un des premiers à en faire état : dans un article du le magazine

Atlantic Monthly d'août 1991, il écrit : « *Je commence à penser que la seule façon qu'un gouvernement national puisse faire quelque chose de valable est d'inventer une menace sur la sécurité [nationale] et de transférer le pouvoir aux militaires* » [2].

Son raisonnement, qui rejoint celui de beaucoup de néo-conservateurs, s'appuie sur l'idée que la plupart des agences gouvernementales n'ont pas une vision suffisamment large de l'intérêt général, puisque chacune est limitée par ses attributions et par des conflits avec des groupes d'intérêts. Au contraire, « *les militaires, de façon étonnante, sont la seule institution gouvernementale qui s'est vue accorder la légitimité d'agir sur sa propre conception de l'intérêt général* ». Ainsi, au nom de la Défense nationale peut-elle effectuer des tâches (telles que la formation d'ingénieurs ou la construction d'autoroutes) que l'intérêt national à long terme ou le bon sens ne permettent pas de réaliser.

L'implication de l'armée dans la vie quotidienne du pays ne cesse de s'accroître. En 1992, la lutte contre le trafic de drogue est officiellement déclarée « *mission de sécurité nationale prioritaire* » et les militaires y prennent des responsabilités supplémentaires. La même année, l'armée est utilisée pour restaurer l'ordre à Los Angeles, lors d'émeutes particulièrement violentes. Un rôle qu'elle avait déjà joué dans les années 1960 [3]. C'est la raison pour laquelle, selon le dissident né de l'imagination de Charles J. Dunlap Jr, l'opinion publique états-unienne s'est progressivement habituée à voir des militaires patrouiller dans ses villes. Bien implantée dans de nombreux domaines d'activité, l'armée a ainsi pu assurer un soutien « de proximité » au coup d'État. D'autant que cette implantation s'est appuyée sur un sentiment d'insécurité croissant chez les personnes âgées, toujours plus nombreuses et prêtes à sacrifier certaines de leurs libertés fondamentales pour leur protection.

Les militaires se substituent à l'État providence



Mais le général Brutus n'a pas été soutenu que par les retraités. Il a également pu compter sur l'attachement des classes défavorisées à l'armée, parce que celle-ci leur assurait l'accès aux soins. Un phénomène qui trouve son origine en 1992, lorsque le secrétaire d'État aux anciens combattants, Edward J. Derwinski, propose de recourir aux hôpitaux de vétérans pour soigner les pauvres des quartiers défavorisés. Le tollé suscité entraîne l'abandon

du projet [4]. Mais l'idée ne disparaît pas pour autant : elle revient sous la forme d'appels au déploiement du matériel médical de l'armée pour soulager les hôpitaux submergés des grandes villes. Peu après, Andy Tobias, du *Time*, propose à son tour de recourir aux hôpitaux de l'armée comme centres de désintoxication pour drogués. L'armée est également sollicitée pour s'occuper des grandes catastrophes écologiques. La même année, les Gardes nationaux du District de Columbia (c'est-à-dire de la capitale fédérale) passent un accord avec les institutions scolaires locales afin que des soldats puissent enseigner les disciplines scientifiques, l'anglais et les mathématiques dans les écoles [5]. Ainsi, selon l'opposant au général Brutus,

« une génération entière de jeunes gens a grandi en trouvant tout à fait normal que des membres de l'armée patrouillent dans leurs rues et enseignent dans leurs salles de classe ».

Avec le démantèlement de l'État social, les militaires se sont ainsi vus attribuer à la fois des missions de maintien de l'ordre et des missions de l'État providence, devenant des acteurs de la politique gouvernementale à part entière. Un phénomène renforcé par l'extension continue de la notion de « sécurité nationale » : sous George W. Bush, l'armée est ainsi appelée à assurer le transport aérien pour les régions affectées par la banqueroute de nombreuses compagnies aériennes, puis à acheminer des marchandises à bord des vaisseaux de l'US Navy au profit des exportateurs états-uniens. Ce sont ensuite la déliquescence des infrastructures du pays tout entier qui est qualifiée de « menace sur la sécurité nationale » : l'armée est appelée à réhabiliter les logements publics, à reconstruire les ponts et les routes, et à construire de nouveaux bâtiments fédéraux [6]. Cette omniprésence des militaires dans des secteurs traditionnellement dévolus aux institutions civiles a transformé les officiers en véritables acteurs de la vie de la Cité, donc de l'action politique.

Concentration du pouvoir et déroute militaire : les clés du coup d'État

Dans son scénario de la prise de pouvoir, Charles J. Dunlap Jr, prend également en compte la concentration progressive de l'armée états-unienne, dont il fait une des raisons du succès de Brutus. Elle s'est opérée tout d'abord par l'adoption du *Goldwater-Nichols Defense Reorganization Act* de 1986, qui renforçait les pouvoirs du chef d'état-major interarmes et de son équipe. Une mesure dont, d'après son personnage, les auteurs du *Military Plenipotentiary Act* de 2005 s'inspireront. En effet, ces auteurs mettront en avant que « l'unité de commandement [est] décisive pour une gestion réussie de toutes les activités désormais considérées comme des opérations "militaires" ». Dans le régime qui précède le coup d'État de Brutus, le chef d'état-major interarmes devient le Militaire plénipotentiaire, un poste où il dispose d'encore plus de pouvoirs. Toujours dans un souci d'efficacité, les différentes composantes de l'armée sont ensuite unifiées au sein des Forces armées unifiées. C'est évidemment cela qui va permettre l'arrivée au pouvoir du général Brutus. Encore une fois, explique le responsable militaire embastillé, les dirigeants politiques n'ont pas tenu compte des leçons du passé. En effet, une mesure similaire avait déjà proposée au début des années 1990 pour des raisons d'économie, rappelle-t-il. Mais l'idée avait alors été rejetée pour éviter la concentration de tous les pouvoirs militaires entre les mains d'un seul homme.

Il manque à ce scénario un dénouement dramatique, capable de justifier la prise de pouvoir finale par l'armée. Ce sont des événements critiques qui vont précipiter la chute de la démocratie : début 2010, l'Iran déclenche une offensive militaire dans plusieurs États du Golfe. L'armée états-unienne, consacrée depuis trop longtemps à des tâches exclusivement civiles, n'a plus les qualités requises au combat pour repousser l'assaut. Les pertes humaines sont lourdes. La mort du président des États-Unis début 2012 scelle, en même temps, la mort de la démocratie des Pères fondateurs.

Prophétie ou mise en garde ?

La publication de ce texte dans *Parameters*, manifeste la volonté d'une certaine frange de la hiérarchie militaire de mettre en garde contre une dérive de l'institution dont ils font partie. Comme cela était sans doute prévu, l'affaire fait grand bruit. Preuve que cette publication n'est pas le fruit du hasard, le texte est sélectionné pour le prix des « Essais stratégiques » organisé par la National Defense University et chaleureusement salué par le général Colin L. Powell, qui remettra, peu après, une médaille à son auteur. Comme le texte primé comprend au passage un éloge de Powell, ce grand général que l'on aurait dû écouter pour sauver la démocratie, on ne peut s'empêcher de penser que le texte a été commandé par le chef d'état-major lui-même.

Powell et Dunlap ne sont évidemment pas des anti-militaristes, au contraire, ils défendent leur conception rigoureuse de l'armée. Ils mettent en cause le mélange des genres, alors même que l'on évoque une possible candidature de Powell à la présidence des États-Unis. Et ils trouvent un appui immédiat parmi les officiers qui en ont marre des opérations humanitaires.

Ils dénoncent un courant de plus en plus puissant chez les officiers, inspiré par la thèse de Samuel Huntington, *L'État et le Soldat*. Il y affirmait que les militaires, tous formés dans les mêmes académies, constituent une caste à part, homogène et consciente de l'intérêt général. Tandis que les civils, divisés en partis politiques, défendent des intérêts particuliers et contradictoires. Sur cette base, il préconisait une révision des rapports civilo-militaires. Les civils qui auraient fait la preuve de leurs compétences dans la gestion économique, c'est-à-dire les patrons des multinationales, assureraient le pouvoir civil. Mais ils s'en remettraient, pour les questions de défense comme pour l'ouverture par la force de nouveaux marchés, à une garde prétorienne. Conseiller des juntes de Pinochet au Chili et de Videla en Argentine, Huntington a prouvé la faisabilité de son modèle. Il exerce en 2004 une influence considérable chez les officiers néo-conservateurs.

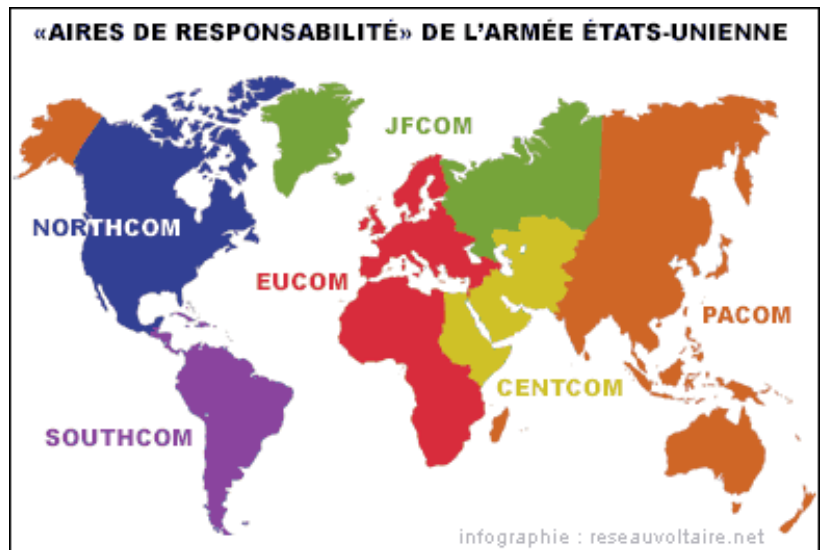
La réalité rejoint la fiction

Si la fiction de Dunlap est revenue à la mode [7], c'est que plusieurs des décisions qu'il anticipait en 1992 ont effectivement été prises. Le processus qu'il a décrit semble en marche et il paraît avancer beaucoup plus rapidement qu'il ne le prévoyait. S'il devait se poursuivre, il aboutirait à un coup d'État bien avant 2012.

L'intrusion de l'armée dans les activités de police et la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul officier sont effectives. Il manque l'électrochoc, qui ne doit pas être une victoire, mais une défaite. La catastrophe du 11 septembre a accéléré le processus, mais n'a pas été suffisante. Il faut une vraie défaite face à une armée, une « divine surprise ».



Ralph E. Eberhart



En mars 2002, pour faire face à une attaque terroriste majeure, le Congrès a été informé de la mise en place d'un gouvernement militaire fantôme capable de suppléer à la vacance du pouvoir civil. 75 à 100 officiers, reclus dans un bunker se tiennent informés des dossiers gérés par le pouvoir civil de sorte qu'ils pourraient prendre la relève instantanément, si besoin était. Ce gouvernement fantôme est probablement installé sur la base du Northcom à Colorado Springs.

En avril 2002, le Commandement du Nord (Northcom), le Commandement de défense aérienne (Norad), le Commandement spatial (Spacecom) et le commandement nucléaire (Stratcom) ont fusionné pour augmenter leur réactivité en supprimant toute procédure de concertation. Le général Ralph E. Eberhart est devenu le super-officier de la fiction.

En octobre 2002, les États-Unis et le Canada ont signé un nouvel accord de défense mutuelle. Cependant, compte tenu des divers textes en vigueur, l'accord n'a pas le même sens pour les deux signataires. Selon l'ancien ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, il place de facto la défense du Canada sous l'autorité du général Ralph E. Eberhart. Interprétation que récuse le gouvernement de Jean Chrétien.

En janvier 2003, le général Ralph E. Eberhart prend en charge la sécurité de la plus importante manifestation populaire, le Super Bowl. L'ouverture du match est agrémentée d'un spectacle militaire dans la tradition des Jeux olympiques de 1936. Les arrêts de jeu donnent lieu à des remises de médailles militaires aux héros d'Afghanistan.

En septembre 2003, le général Ralph E. Eberhart organise le premier Symposium de défense de la patrie où participent 600 personnalités du complexe militaro-industriel. Il établit une distinction entre la « sécurité de la patrie », qui échoit aux civils, et la « défense de la patrie », qui lui est supérieure et dépend exclusivement de lui.

En octobre 2003, le général Ralph E. Eberhart accueille un sommet informel de l'OTAN sur la base de Colorado Springs.

En novembre 2003, le général Ralph E. Eberhart lance un vaste programme de

cartographie des États-Unis par satellite, de fichage des opinions politiques des habitants et d'évaluation des risques qu'ils représentent pour la défense de la patrie [8]

En mars 2004, le général Ralph E. Eberhart met en place un programme de « *dissuasion, prévention et éradication du terrorisme* ». Les bons citoyens sont invités à se fournir gratuitement le logiciel JPEN (Protect America) qui lui permet de remplir directement une fiche de signalement de toute activité suspecte [9].

La suite suivra-t-elle les prévisions de Charles J. Dunlap Jr ?

[1] En 1991, le Département de la Défense dépensait 1,2 milliards de dollars annuels pour la lutte contre le trafic de drogue.

[2] « [Military Efficiency] », par James Fallows, *Atlantic*, août 1991.

[3] *Field Manuals 100-19 FM - Domestic Support Operations*, Department of Army, 1er juillet 1993.

[4] « VA partnership could result in landmark health care service », par Marilyn Werber Serafini, *National Journal*, 14 janvier 2002.

[5] « Arlington Schools Joint Forces with Defense Department Agency », *Washington Post*, 12 décembre 1991.

[6] « Bush Orders U.S. Military to Aid Florida », par Mary Jordan, *The Washington Post*, 28 août 1992.

[7] « America's military coup », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 13 mai 2004.

[8] « L'armée établit une cartographie politique des Etats-Unis », *Voltaire*, 24 novembre 2003.

[9] « Délation assistée par ordinateur », *Voltaire*, 10 mars 2004.

Documents



« The Origins Of The American Military Coup Of 2012 »

Une fiction par Charles J. Dunlap, Jr lieutenant-colonel de l'US Air Force, *Parameters*, 1992.

PDF - 125.6 ko

Illustrations d'un changement de régime

Analyse

Le commentateur militaire William M. Arkin s'inquiète dans le *Los Angeles Times* du programme insipide de John Kerry. Le candidat démocrate se contente de dire qu'il fera la même chose que George W. Bush, mais en mieux. Il a renoncé à remettre en cause les analyses et décisions post-11septembre. De son côté, le colonel Andrew J. Bacevich s'interroge dans le *Los Angeles Times* sur cette étrange guerre au terrorisme que les États-Uniens ne voient pas, ni ne ressentent. Elle n'a aucune incidence sur leur vie. On pourrait prolonger ces remarques en observant que cette guerre modifie pourtant profondément la société dont elle suspend les libertés. Ainsi, de même que le fascisme en prolongeant pendant la paix l'unité des temps de guerre avait suspendu les libertés politiques et sociales, de même le régime Bush (et nous venons de voir qu'il en serait de même avec Kerry) a suspendu les libertés en faisant une guerre virtuelle en temps de paix.

Voici deux exemples concrets de suspension des libertés. L'un relatif à la liberté de conscience et l'autre aux droits des justiciables.

Michael Newdow se désole dans le *New York Times* du refus qu'il vient d'essayer de la part de la Cour suprême fédérale. Il avait demandé que la mention de Dieu soit retirée du serment d'allégeance, récité chaque matin par les écoliers, dont sa fille. En fait la Cour, qui ne souhaitait pas lui donner raison, s'est bien gardée de se prononcer sur le fond. Mais peut-on admettre cette dérobade ?

Me Gerald Shargel alerte les lecteurs du *Los Angeles Times* du procès intenté à sa consœur Me Lynne Stewart par l'Attorney general John Ashcroft. L'avocate, qui est une militante anti-impérialiste proche de l'ancien Attorney general Ramsey Clark et du groupe activiste ANSWER, est poursuivie pour avoir laissé

l'un de ses clients communiquer à l'extérieur de sa prison. Rappelons que le client en question n'est autre que cheikh Omar Abdel Rahman, condamné à 65 ans de prison pour avoir incité les auteurs de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center à passer à l'acte. L'enquête ayant démontré que M. Abdel Rahman n'avait aucunement participé, ni de près, ni de loin, à l'attentat, une loi des temps de guerre avait été réactivée pour incriminer ses prédications. Or, son avocate ayant peut-être laissé le cheikh communiquer avec l'extérieur de la prison, elle est accusée d'être associée à ses prédications qui pourraient avoir incité à la commission de violence en Égypte. Le raisonnement est évidemment tiré par les cheveux, mais il donne une idée précise du régime politique actuel aux États-Unis.

Et voici deux exemples du tout-sécuritaire. Le premier dans le domaine civil, le second dans le domaine militaire.

Herbert E. Meyer, ancien assistant spécial du directeur de la CIA sous Reagan, se félicite de la démission de l'actuel directeur, George Tenet. Dans le *Wall Street Journal*, il l'accuse d'incompétence dans la mesure où l'Agence n'a pas été capable de confirmer diverses imputations qu'il considère comme acquises. Cette tribune, signée par un maniaque du conflit des civilisations dans un quotidien pro-guerre, manifeste avec force l'intention des faucons de reprendre l'Agence en main, comme ils le firent avec Bush Sr. On se souvient que le même clan avait déjà tenté d'évincer Tenet au profit de Giuliani, après le 11 septembre. Cette charge intervient alors que de nombreux experts demandent, au contraire, la nomination d'un directeur a-politique.

Dans le *Washington Times*, le colonel Darl Stephenson salue ses camarades de la défense anti-aérienne qui ont si bien réagi le 11 septembre. Nous ne l'avions pas remarqué. C'est que, d'après l'auteur, l'incapacité d'intercepter les avions lancés contre le World Trade Center n'est pas imputable aux hommes, mais au manque de moyens. Il faut donc financer un nouveau système anti-aérien. L'argument est particulièrement ridicule quand on compare les moyens actuels des États-Unis en ce domaine avec ceux de petits États qui disposent pourtant d'une défense anti-aérienne efficace.

Enfin, de même que le fascisme mussolinien redessina l'Éthiopie, de même le régime Bush recompose le Moyen-Orient.

Ainsi, Henri J. Barkey, ancien directeur de la planification au département d'État, plaide dans le *Los Angeles Times* pour l'indépendance du Kurdistan irakien. Il assure que ce serait l'intérêt des Turcs, qui y sont à tort opposés.

L'une des premières tâches de John Negroponte sera d'en convaincre Ankara.

Réseau Voltaire

William M. Arkin

Ancien membre des services de renseignement de l'armée états-unienne ayant été trois ans en poste à Berlin Ouest durant la Guerre froide, William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« Kerry : une petite nuance par rapport à Bush »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Kerry : a Lighter Shade of Bush, par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 20 juin 2004.

John Kerry a reçu la semaine dernière un coup de pouce dans sa campagne quand **27 anciens diplomates et militaires de haut rangs ont rédigé un appel demandant aux Américains de ne pas réélire George W. Bush**. Ils n'appellent pas explicitement à voter pour Kerry, mais les vieux guerriers et initiés sont plus à l'aise avec le sénateur du Massachusetts qu'avec l'actuel président car il reprend la politique étrangère de Clinton en y incluant sa propre forme de bellicisme.

Rien ne me ferait plus plaisir que de voir Bush perdre l'élection présidentielle, toutefois Kerry est une sombre alternative dont la politique de « moi pareil, mais en mieux » concernant la guerre au terrorisme pourrait mettre en danger les États-Unis. Kerry n'offre aucun plan de retrait d'Irak, ne veut rien changer en Afghanistan, continuera la politique des frappes préventives, veut accroître la taille de l'armée en développant les unités d'opération spéciale et offrir plus de capacité d'intervention dans le monde aux États-Unis. Il veut par ailleurs créer une nouvelle agence de renseignement intérieur et développer les programmes de sécurité de la patrie. Certes, Kerry veut également reconstruire les alliances des États-Unis et a promis de ne plus engager un conflit sans prévoir de plan pour gagner la paix. C'est positif, mais cela ne l'empêche pas de décrire le monde et les défis auxquels fait face l'Amérique dans un langage similaire à celui de George W. Bush, **Dick Cheney** et **Donald Rumsfeld**.

Ainsi, il affirme que le terrorisme est « la principale menace pour la sécurité nationale de notre génération », que le premier objectif doit être « d'empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive » et que les États-Unis pourraient frapper les premiers en cas d'attaques « qui semblent imminentes ». Le sénateur a par ailleurs promis « d'employer la force pour défendre les intérêts américains partout dans le monde si cela est nécessaire » et il a promis de « combattre les ennemis sur tous les continents » (je suppose qu'il n'inclut quand même pas l'Antarctique). Il souhaite également orienter les forces de l'ordre dans la « défense de l'Amérique » et accroître les effectifs militaires. Cette dernière mesure prendra du temps. En attendant, il veut développer le poids des opérations spéciales dans notre défense, ce qui est la doctrine Rumsfeld. Il adhère également à la logique de Bush selon laquelle le terrorisme représente une telle menace que nous devons y sacrifier notre liberté et que nous devons repenser notre gouvernement et notre armée pour le combattre.

Il est absurde de comparer la guerre au terrorisme à la Seconde Guerre mondiale ou à la Guerre froide. Il faut que les gens intelligents, et je ne doute

pas que Kerry en fasse partie, remettent en cause les idées de base nées de l'hystérie post-11 septembre. Car en exagérant la menace, on ne fait que ce qu'attendent les terroristes. La guerre au terrorisme n'a fait qu'accroître la haine et donc les risques. En outre, dans le monde arabe, le fait que Kerry adopte le point de vue de Bush renforce l'idée que ce sont les États-Unis qui sont le problème, pas la seule administration Bush. Il faut que les démocrates offrent une vraie alternative.

Andrew J. Bacevich



Ancien colonel de l'US Army, Andrew J. Bacevich est professeur de relations internationales à l'université de Boston. Il est membre de l'American Academy à Berlin.

« Faire une guerre uniquement en paroles »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Fighting a War in Name Only », par Andrew J. Bacevich, *Los Angeles Times*, 21 juin 2004.

Selon **George W. Bush**, la guerre au terrorisme est l'événement central de notre époque, comparable à la lutte contre le nazisme ou le stalinisme. Pourtant, si on écarte la rhétorique, ce n'est pas l'impression que cela donne. Il n'a été demandé aucun sacrifice aux Américains pour soutenir cette cause, la taille de l'armée n'a pas été augmentée et il ne semble même pas que ce soit en projet. La proposition d'un retour à la conscription a été écartée, les impôts n'ont pas augmenté et la dette s'accroît, le coût de la guerre sera donc porté par les générations futures.

En fait, il semble que la guerre au terrorisme soit comparable au réchauffement global : nous savons que c'est sérieux et qu'il faudrait s'en préoccuper, mais nous ne changeons pas notre routine pour autant. C'est exactement ce que veut Bush. Au contraire, les vraies guerres polarisent le débat politique et transforment l'establishment et c'est précisément ce que cette administration Bush ne veut pas. Si on regarde en arrière on voit que la Seconde Guerre mondiale a entraîné des transformations dans la société qui ont donné naissance par la suite aux mouvements des droits civils et à une remise en cause de la « place » des femmes dans la société. Notre démocratie fut revigorée par les Vétérans qui s'étaient battus pour elle. C'est pourquoi la guerre de Bush n'est pas une « guerre populaire » comme dit le président en parlant de la Seconde Guerre mondiale.

Michael Newdow



Michael Newdow est le plaignant dans l'affaire Elk Grove Unified School District v. Newdow qui porte sur la mention « Under God » dans le Serment d'Allégeance états-unien.

« Jurer allégeance à ma fille »

Source : New York Times

Référence : « Pledging Allegiance to My Daughter », par Michael Newdow, *New York Times*, 21 juin 2004.

La semaine dernière, la Cour suprême des États-Unis a pris une décision qui fixe un dangereux précédent en violant le droit des citoyens à requérir une justice fédérale traitant leur plainte. La question que je posais était : le Serment d'allégeance est-il constitutionnel ? Le serment qui affirme que nous sommes une nation « *Under God* » [1] est récité quotidiennement dans les écoles publiques, dont celle fréquentée par ma fille. Comme je suis athée, elle doit donc réciter quotidiennement que les orientations religieuses de son père sont fausses.

Cette situation me touche personnellement et cela me donne le droit qu'une cour traite mon cas. Mais ce ne fut pas le cas car la cour estimait qu'elle ne pouvait pas se prononcer car je n'avais pas la garde de ma fille et que sa mère n'est pas opposée au contenu du Serment d'Allégeance. Elle a donc présenté cela comme une affaire familiale. Ce qui n'a pourtant rien à voir car j'ai commencé à me battre contre la mention « *Under God* » en 1998, quand la mère de ma fille et moi étions seulement amis et mon objectif est de défendre la loi de séparation des Églises et de l'État.

Si une école rétablissait la ségrégation est-ce qu'une mère noire divorcée ne pourrait pas porter plainte au motif que son mari soutien cette politique ? Si une école publique enseignait le créationnisme, est-ce qu'un père divorcé ne pourrait pas porter plainte sous prétexte que l'autre parent est un fondamentaliste ? Et que se passe-t-il si l'un des parents est d'accord quand un professeur fait lever ses élèves tous les jours pour leur faire dire que les athées sont des citoyens de second ordre ? C'est ce qui est en train de se passer.

Les institutions sont censées défendre les droits des citoyens, mais le Congrès a brisé la règle qui veut que les institutions ne se prononcent pas sur les questions religieuses, puis les cours de justice ont violé le droit de dénoncer ce comportement.

Que Dieu bénisse l'Amérique !

[1] NDLR : Cette expression signifant à la fois « sous l'attention de Dieu » ou « sous le commandement de Dieu » étant difficilement traduisible, nous avons décidé de la laisser telle quelle. Le « serment d'allégeance » est récité tous les jours par les écoliers états-unien et présente les États-Unis comme une nation « *Under God* ».

Gerald Shargel



Gerald Shargel est avocat pénaliste à New York et enseignant à la Brooklyn Law School.

« L'avocate du cheikh se bat contre une culpabilité par association »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Sheik's Lawyer Fights Guilt by Association », par Gerald Shargel, *Los Angeles Times*, 20 juin 2004.

Lundi commencera le procès de **Lynne Stewart** s'ouvrira. Elle est accusée de conspiration en vue d'aider le terrorisme en défendant le cheikh Omar Abdel Rahman, le religieux musulman purgeant une peine de prison de 65 ans pour avoir préparé un attentat à New York dans les années 90. Si elle est condamnée, elle pourrait passer, comme son client, le reste de sa vie en prison.

Stewart fait partie de ces avocats qui défendent avec zèle des personnalités controversées et impopulaires. Elle agit par idéologie et affirme croire dans la violence ciblée, mais pas en la violence aveugle. Elle voit les États-Unis comme un oppresseur dont la politique étrangère a conduit aux attentats du 11 septembre. Les accusations contre elle sont moins claires que ses convictions. Elle est accusée d'avoir détourné l'attention d'un garde de la prison pendant que son interprète passait à son client des mots en arabe (elle ne le parle pas elle-même) en provenance de ses partisans et qu'il en recevait de lui. Elle est également accusée d'avoir annoncé dans les médias que son client retirait son soutien à l'accord de cessez-le-feu que ses partisans avaient conclu avec le gouvernement égyptien, ce qui aurait relancé la violence dans le pays. Stewart clame son innocence et c'est désormais au jury d'en décider, mais il semble qu'elle ne pourra pas bénéficier d'un procès équitable car le gouvernement compte présenter les liens de Rahman avec Al Qaïda pour attiser la vindicte du jury. Le procureur compte mettre en avant les opinions controversées de la prévenue. Rien de tout cela n'a de liens avec ce qui lui est reproché et ne prouve qu'elle a ou non conspiré.

Ironiquement, c'est devant la même cour que Julius et Ethel Rosenberg furent condamné il y a 53 ans, plus pour leurs opinions dans un contexte d'hystérie anticommuniste qu'en fonction de preuves.

Herbert E. Meyer



Herbert E. Meyer a été l'assistant spécial de William Casey quand celui-ci dirigeait la CIA et vice-président du Conseil national du renseignement. Il est l'auteur d'une vidéo intitulée *The Siege of Western Civilization*.

« Les principes du renseignement »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Intelligence Tenets », par Herbert E. Meyer, *Wall Street Journal*, 20 juin 2004.

William Casey avait l'habitude de dire que quand on était élu président, il fallait se dépêcher de placer ses hommes à la justice et dans la **CIA** car ces deux administrations sont les deux bureaucraties qui peuvent détruire une présidence. **George W. Bush** n'a fait que la moitié du travail en gardant à la tête de la CIA **George Tenet**, nommé par **Bill Clinton**. Le résultat a été une cascade d'échec des services de renseignement qui ont frappé le pays et endommagé la crédibilité du président Bush au point où cela pourrait lui coûter sa réélection. Les attentats du 11 septembre furent les pires échecs des services de renseignement de notre histoire et il furent en grande partie la conséquence de l'incapacité de l'agence à infiltrer Al Qaïda, à traquer les terroristes et à partager ses informations avec le **FBI**. En outre, quel qu'ait été le sort des armes de destruction massive irakiennes, même si elles ont été cachées ou envoyées en Iran ou en Syrie avant la chute de Saddam Hussein, il est évident que la CIA n'a pas réussi à fournir des renseignements pertinents sur ce que les forces états-uniennes pouvaient trouver en Irak. La CIA n'a pas non plus réussi à prévoir la stratégie de guérilla de Saddam Hussein et ses tentatives pour discréditer **Amhed Chalabi** ont également affaibli le président. En outre, malgré les preuves accumulées par les journalistes Stephen F. Hayes et Laurie Mylroie, la CIA n'a jamais reconnu le lien entre l'Irak et Al Qaïda, tout comme elle n'aurait jamais reconnu l'implication du KGB dans la tentative d'assassinat contre le Pape sans l'intervention de Casey.

Le départ de Tenet offre une chance de corriger les erreurs et de recadrer la CIA. Tenet avait travaillé dur pour renforcer la collecte des informations qui s'était fortement dégradée sous Clinton, mais il n'avait rien fait concernant l'analyse des informations qui est encore aux mains des bureaucrates. William Casey avait réussi à faire de l'Agence un outil efficace en y engageant des gens qui avaient fait leurs preuves ailleurs. Ce sont eux qui comprirent les premiers que l'économie de l'URSS allait s'effondrer alors que les analystes de la CIA pensaient qu'elle était en pleine croissance. Nous devons réformer l'Agence sur ce modèle.

Darl Stephenson

Darl Stephenson est ancien lieutenant-colonel de l'armée de l'air états-unienne. Avant sa retraite en 1995, il était affecté au secteur de défense aérien Nord-Est qui contrôlait les chasseurs qui ont été mobilisés le 11 septembre 2001.

« Reconstruire nos défenses aériennes »

Source : Washington Times

Référence : « Rebuilding air defenses », par Darl Stephenson, *Washington Times*, 21 juin 2004.

Dans le film *Independence Day*, les extraterrestres sont finalement vaincus par une attaque mondiale coordonnée par notre centre de commande de la défense aérienne, mais les événements du 11 septembre ont donné un aperçu de la réalité de notre défense aérienne. J'ai été l'ancien directeur du secteur de défense aérien Nord-Est qui contrôlait les avions de combat qui ont été mobilisés le 11 septembre.

Des auditions finales de la **Commission d'enquête sur 11 septembre**, je retire une grande fierté des actions des équipes en vol ce jour-là. Le commandant de la mission aurait notamment dû recevoir des félicitations pour avoir pris l'initiative d'ordonner à ses hommes de passer en vitesse supersonique, violant ainsi une règle du temps de paix. Le public doit comprendre que notre système de défense n'est plus que l'ombre de ce qu'il était dans les années 60 pour combattre la menace soviétique. À cette époque, une attaque aérienne contre les États-Unis aurait subi des pertes catastrophiques, mais dans les années 60 Johnson et Mc Namara estimèrent que les missiles intercontinentaux rendaient notre défense obsolète et ils supprimèrent des crédits pour les investir au Vietnam. C'est ainsi que commença le déclin de notre défense anti-aérienne. Il se poursuivit jusqu'au 11 septembre.

Ce jour-là nous avons découvert que le danger pouvait venir de l'intérieur et des missiles anti-aérien sont maintenant déployés autour des grands bâtiment. J'espère que la Navy a été incorporée à ce système tout comme l'est la FAA. Le pays ne doit plus jamais connaître un désastre dans les airs comme Pearl Harbor et le 11 septembre.

Henri J. Barkey



Henri J. Barkey est président du département des relations internationales de la Lehigh University. Il a été directeur du planning politique du département d'État (1998-2000).

« Un État kurde en Irak pourrait bénéficier à la région »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Kurdish State Within Iraq Would Benefit the Region », par *Los Angeles Times*, 20 juin 2004.

Les États-Unis préfèrent un Irak démocratique et unifié, mais on pourrait voir le pays se scinder en deux avec un départ des Kurdes. Pourtant, un État fédéral kurde au nord de l'Irak serait un plus significatif pour les États-Unis et la Turquie.

La Turquie craint les intentions des États-Unis dans le nord de l'Irak où les Kurdes vivent en autonomie. Les Turcs et leurs médias sont convaincus que les États-Unis vont soutenir un Kurdistan indépendant pour diviser la Turquie et les théories de la conspiration sur ce sujet abondent. La frustration des Turcs est née à la veille de la guerre. Un responsable turc s'est récemment plaint auprès de moi que le prince **Bandar bin Sultan bin Abdulaziz Al Saud**, ambassadeur saoudien aux États-Unis avait été averti des plans d'attaques de l'Irak, mais que la Turquie n'avait pas du tout été prévenue, tout comme elle est privée d'informations sur le transfert de pouvoir qui s'opèrera le 30 juin. C'est la conséquence de la méfiance que suscite Ankara à Washington. Ankara ne veut pas d'un État kurde dans le Nord de l'Irak et s'inquiète du sort des Turkmènes, mais cet intérêt soudain de la Turquie pour cette population soulève la suspicion aux États-Unis et en Irak. Cela a conduit à l'arrestation de membres des forces spéciales turques dans le Nord de l'Irak. Une humiliation qui n'a pas été oubliée par la Turquie.

Il faut toutefois noter que les deux pays sont en train de faire des efforts pour passer outre la suspicion mutuelle car un échec des États-Unis en Irak serait désastreux pour la Turquie. Il faut aider la Turquie à abandonner son obsession kurde. Le gouvernement turc a déjà compris que développer les conditions d'existence des Kurdes en Turquie était un moyen d'entrer dans l'Union européenne et les Kurdes irakiens, résolument pro-occidentaux, savent qu'une Turquie dans l'Europe serait un bon pont pour les relier à l'occident. Un Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak entretenant de bonnes relations avec Ankara est dans l'intérêt de la Turquie pour régler son problème kurde et dans l'intérêt des Kurdes irakiens qui seraient ainsi protégés par Ankara de toute attaque pouvant être conduite par un nouveau gouvernement à la Saddam Hussein à Bagdad. De leur côté, les États-Unis doivent régler la question des guérillas kurdes turques dans les montagnes en Irak, demander aux Kurdes d'abandonner leur rhétorique nationaliste et démontrer à Ankara qu'il compte dans les politiques de Washington tout en rassurant les militaires turcs.

John Negroponte devra s'y employer rapidement.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .